Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

Proposition de loi sur les Commissions professionnelles paritaires.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi sur *les Commissions professionnelles paritaires* que nous avons déposée pour la première fois dans la séance du 11 juillet 1922, est devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres. Nous avons donc l'honneur d'en saisir à nouveau le Parlement.

Notre proposition fut déjà examinée au sein des sections de la Chambre, de même qu'elle fut l'objet d'une discussion approfondie dans la Section centrale.

La première partie (art. 1 à l'art. 7 inclus) qui règle les conditions de création, de composition et de compétence des Commissions paritaires, fut unanimement approuvée par la Section centrale. D'autre part, celle-ci fut d'avis que la deuxième partie (art. 8 à l'art. 12 inclus) qui traite de la force obligatoire des résolutions prises par les commissions, viendrait plutôt en ordre utile lors de l'examen d'une proposition sur les contrats collectifs de travail, puisqu'en cette matière la force obligatoire du contrat semble être la disposition capitale, ce qui entre dans le cadre de notre proposition.

Désireux d'obtenir de la Chambre un vote d'approbation unanime sur la première partie de notre proposition, afin de pouvoir doter, à bref délai, d'un statut légal les Commissions paritaires existantes et futures, nous nous rallions au point de vue de la Section centrale; nous retirons donc provisoirement la deuxième partie de notre projet tout en nous réservant le droit de la réintroduire en temps opportun.

Nous espérons, en conséquence, que dans un avenir très rapproché les Commissions paritaires jouiront du statut légal dont la réalisation fut tant de fois demandée aussi bien du côté patronal que du côté ouvrier.

Le développement des organisations professionnelles, lent au début, a depuis quelques années progressé dans une mesure telle que, pour la fixation des

conditions du travail, le libre jeu de l'offre et de la demande s'est vu définitivement substituer, dans la plupart des industries, le contrat conclu entre organisations patronales et ouvrières. On peut d'ailleurs affirmer que même la réglementation des prix subit maintes fois, sans qu'on s'en aperçoive, l'influence des organisations.

Nous avons toujours été d'avis que le système qui, pour la fixation des valeurs économiques, prenait uniquement pour base l'offre et la demande, ferait faillite tôt ou tard. Nous ne pouvons y voir que la domination du plus fort : c'était, en effet, toujours le parti le plus fort sur le terrain économique qui imposait sa volonté au parti le plus faible, et en l'occurrence on ne tenait généralement aucun compte des principes de moralité ou d'humanité.

Aussi avons-nous toujours soutenu que la liberté économique absolue devait faire place à une réglementation basée sur les principes de justice, et nous étions d'avis que cette réglementation pourrait être entreprise de préférence par les organisations professionnelles des intéressés, sous le contrôle de la collectivité.

C'est pourquoi nous considérons le développement constant des organisations professionnelles, ainsi que les résultats toujours plus marquants de leurs efforts en vue d'une meilleure organisation économique, comme une évolution lente, mais certaine vers une situation plus naturelle, dans laquelle il serait tenu compte plutôt des intérêts légitimes de tous ceux qui collaborent sur le terrain économique que la volonté de ceux qui momentanément sont les plus forts.

Nous ne nous sommes guère fait illusion sur les difficultés que provoqueraient cette évolution ainsi que la transition vers une situation meilleure. Nous avons parfaitement compris que, si l'on n'y veillait scrupuleusement, la crainte d'abus de pouvoir de la part des associations professionnelles vis-à-vis de la collectivité, ne serait pas sans fondement. Si donc, d'une part, nous demandions que l'État encourage les organisations professionnelles dans une large mesure, d'autre part nous ne lui refusions pas le droit de surveiller et de régler le fonctionnement de ces associations en vue de l'intérêt général.

Par suite de circonstance diverses qu'il serait oiseux d'énumérer ici, la législation sur la matière n'a pas marché de pair avec l'évolution sociale. Il en est résulté de nombreuses situations anormales, auxquelles il faut mettre fin au plus tôt.

Est-il notamment raisonnable, que les organisations professionnelles, qui jouent un rôle si important dans notre vie économique et publique, restent au point de vue juridique des organismes sans droits ni responsabilités ?

Il est vrai que la loi de 1898 sur les associations professionnelles assure un statut juridique aux organisations qui veulent s'y soumettre. Nous ne contestons pas qu'au moment de sa publication, cette loi ne fût un réel progrès ; mais l'évolution a devancé la législation dans une mesure telle qu'actuellement la plupart des organisations professionnelles importantes préfèrent fonctionner en dehors de la loi, au lieu de s'assurer par la reconnaissance légale une personnalité civile tellement insignifiante qu'elle entraînerait pour un grand nombre d'entre elles des entraves sérieuses à leur activité.

Le but essentiel des associations professionnelles, notamment la réglementa-

tion collective du travail, n'a été jusqu'ici, pas plus que leur statut juridique, l'objet de mesures législatives. Dans un grand nombre d'industries, les conditions du travail sont en fait fixées par des contrats collectifs qui parfois s'étendent à tout le pays — et ce à la grande satisfaction des parties engagées. Mais l'observation de ces contrats dépend entièrement de la bonne volonté des contractants : ces contrats étant conclus par des organismes juridiquement irresponsables et le statut juridique du contrat collectif du travail n'existant d'ailleurs pas, l'observation n'en est assurée par aucune sanction ni de droit public ni de droit privé.

Dès lors, de grosses difficultés surgissent, si l'on veut assurer à l'organisation professionnelle un développement sagement ordonné.

Il est donc de toute urgence de remédier à cette situation par une révision complète de la législation sur les associations professionnelles et par une réglementation légale des contrats collectifs du travail.

*
* * *

L'élaboration d'une législation aussi importante ne peut toutefois être l'œuvre d'un jour. En attendant, il est établi qu'il est nécessaire de créer des organismes ayant pour but de favoriser et de consolider la réglementation collective du travail. Nous visons ici les commissions paritaires qui, depuis la guerre, ont été instituées dans bon nombre d'industries, particulièrement à l'initiative de l'ancien Ministre, M. J. Wauters.

Personne ne contestera les grands services rendus par ces organismes à l'industrie. Pendant la période de prompt développement des associations professionnelles et d'instabilité des situations économiques, ces commissions ont contribué pour une large part au maintien de la paix dans bon nombre d'industries. Sans doute, on s'est heurté maintes fois à des difficultés, mais l'action salutaire des commissions s'est précisément révélée dans ce fait, que des conflits, qui ne furent pas toujours sans danger pour la vie de la Nation elle-même, ont été, dans la plupart des cas, résolus au sein de ces organismes pacificateurs. C'est pourquoi les intéressés non prévenus, aussi bien les patrons que les ouvriers, ne peuvent qu'exprimer leur satisfaction au sujet de l'intervention des commissions paritaires.

Nous ne prétendons pas que le système actuel ne présente aucun inconvénient.

Le défaut essentiel est bien celui de faire dépendre l'observation, ainsi que l'exécution des conventions obtenues par les commissions, exclusivement de la bonne volonté des parties en cause. L'engagement pris n'est que moral, sans base juridique. On pourra difficilement changer cette situation aussi longtemps qu'en vertu d'un nouveau statut, les associations professionnelles ne seront pas autorisées à agir comme personnalité civile et à conclure des contrats, et aussi longtemps que, grâce à une législation efficace, les contrats collectifs du travail ne feront pas partie de notre cadre juridique.

Il y a toutefois certains inconvénients auxquels on peut remédier dès à présent.

Tout d'abord le peu de stabilité qu'offre toute organisation qui n'a pas de loi pour base. Très souvent il en résulte de grosses difficultés. Ainsi supposons

qu'il n'existe aucun doute sur l'opportunité d'instituer une commission dans une industrie déterminée et qu'un certain nombre d'organisations patronales et ouvrières soient prêtes à faire partie de la commission; il suffira dans ce cas qu'une seule organisation de quelque importance s'y refuse pour mettre obstacle à cette création. D'autre part, un conflit, même peu important, surgissant au sein d'une commission peut donner lieu à dissolution, et dès lors la réorganisation rencontrera des difficultés d'ordre personnel et d'autre nature.

Voici un autre inconvénient : aucune loi ne définit les conditions dans lesquelles des commissions paritaires peuvent être créées; à cet égard, tout est laissé à l'initiative du pouvoir exécutif. Tous seront d'accord pour reconnaître que telle n'est pas la situation désirable.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour but de parer à ces inconvénients et à d'autres de même nature en dotant d'un statut légal l'organisation des commissions professionnelles paritaires. Ainsi, la création des dites commissions sera soumise à une procédure déterminée, et si, une industrie exprime le désir de créer une commission, il sera possible de déférer à ce vœu quasi-unanime, même lorsqu'une organisation s'opposerait à sa réalisation.

Nous espérons que, grâce aux dispositions légales que nous proposons, l'organisation des commissions professionnelles pourra s'étendre et se généraliser. Nous ne prétendons pas faire surgir du jour au lendemain des commissions dans toutes les branches d'industrie sans distinction; il s'agit en effet d'un organisme qui ne donne des garanties de stabilité que lorsqu'il répond à des possibilités et à des nécessités d'ordre pratique. L'expérience les indiquera et les groupements intéressés ne négligeront pas, en général, de demander la création d'une commission, quand l'utilité de celle-ci sera établie. Cela n'exclut d'ailleurs pas l'initiative du pouvoir exécutif, quand celui-ci constatera lui-même la nécessité de l'organisme dans une industrie quelconque. Il faut en cette matière une grande liberté d'application.

Dans certaines industries, la création de commissions pourra paraître inopportune ou même impossible, parce que, momentanément, une organisation collective du travail n'est pas poursuivie en raison de l'importance minime des organisations. Dans d'autres industries, même sans que l'esprit d'organisation y soit très développé, il peut y avoir nécessité impérieuse de créer l'organisation collective et partant d'instituer des commissions, en raison de la situation du milieu et des difficultés que peuvent rencontrer les associations en voulant y introduire des modifications. Tout cela prouve que l'on ne peut, en quelques règles générales, établir dans quelles industries la création de commissions est désirable, dans quelles autres elle ne l'est pas. C'est d'autant plus vrai que la vie syndicale, en se développant sans cesse, modifie d'une manière continue les situations professionnelles.

En principe, nous n'avons donc voulu soustraire aucune industrie à l'application de la loi; nous laissons ainsi la faculté de créer des commissions dans toutes les branches de l'industrie, du commerce et de l'agriculture; mêmes les industries à domicile ne doivent pas, dans notre esprit, être exclues, quoique,

dans une proposition de loi qui s'élabore en ce moment, un régime spécial soit préconisé pour ces industries.

Seuls, les services publics et les régies ont été exclus; il est préférable que l'organisation du travail et le statut juridique des ouvriers dans ces services et régies fassent l'objet d'un règlement spécial, et nous n'avons pas voulu aborder ce point dans notre proposition.

Nous avons également cherché à rendre l'application très large dans un autre domaine. Qu'est-ce qu'une industrie pour laquelle une commission est instituée! Les attributions d'une commission doivent-elles toujours s'étendre à tout le royaume? Faut-il qu'à côté d'une commission nationale, il y ait toujours, dans une même industrie, des commissions régionales?

Toutes ces questions ne peuvent être résolues *a priori*. Les nécessités d'ordre pratique indiqueront les meilleures formes à donner à l'organisation dans chaque industrie et les formes déjà établies devront pouvoir être modifiées si l'utilité s'en fait sentir.

Il en est de même de la question de savoir si ouvriers et employés doivent siéger dans la même commission à côté des patrons. Si dans certaines industries cela peut paraître désirable, dans beaucoup d'autres on demandera absolument le contraire, et il n'est pas impossible qu'en ce qui concerne la réglementation des conditions du travail de différentes catégories d'employés, une commission puisse s'étendre en même temps à plusieurs industries.

Nous indiquons par là que l'expression « branche d'industrie » doit être interprétée dans un sens large. Il importe avant tout qu'une commission puisse juger en connaissance de cause dans le cercle de ses attributions et que tous les intéressés y soient dûment représentés.

*
*
*

Nous devons émettre ici quelques considérations au sujet de la composition des commissions, qui aura certes une grande influence sur leur fonctionnement régulier.

La désignation des membres représentant les organisations patronales et ouvrières devra se faire dans un esprit de large tolérance, en tenant compte de toutes les organisations sérieuses.

La nomination du président en dehors du groupe d'industrie intéressé a son importance, surtout au point de vue de son impartialité et de son autorité. Celle-ci est d'autant mieux garantie quand les groupements intéressés sont consultés au sujet de sa nomination. Il n'est pas possible de déterminer dans quel milieu ce président doit être élu. Le choix des groupements intéressés se porte facilement, comme la pratique nous l'apprend, sur la personne appréciée dans tous les milieux.

L'admission au sein de la commission de deux personnes particulièrement au courant des questions sociales et économiques constitue une innovation. Par cette mesure on ne vise pas expressément ce qu'on est convenu d'appeler une « représentation des consommateurs », mais bien la participation aux délibéra-

tions de personnes qui, étrangères aux intérêts et aux vicissitudes professionnels, auront particulièrement à cœur l'intérêt général. Elles pourront, d'autre part, d'accord avec le président, contribuer dans une large mesure au rapprochement des parties.

* * *

En ce qui concerne le fonctionnement des commissions, nous n'avons pas voulu le limiter à l'examen des conditions du travail en général, mais nous leur avons laissé la possibilité de s'occuper des intérêts professionnels. Dans ce domaine, tout dépend du développement des organismes et du renforcement de la collaboration entre patrons et ouvriers.

Cela se conçoit d'autant mieux, quand on considère qu'en fait, on est amené à de larges solutions. L'arrêté royal du 24 janvier 1920 instituant une nouvelle commission mixte des mines assigne comme but à cette commission « de trouver par la collaboration de délégués des associations, tant patronales qu'ouvrières, des solutions pacificatrices dans toutes les questions concernant le travail des mines ».

D'autre part, il paraîtra de plus en plus désirable de consulter les commissions au sujet des mesures sociales d'ordre général, intéressant la profession.

Une large application de la loi est également désirable dans ce domaine.

* * *

Il nous reste à traiter un point important, notamment la possibilité qu'offre notre projet de rendre les décisions des commissions, à leur demande, obligatoires pour tous les intéressés de la profession. Nous ne nous dissimulons pas l'importance du progrès qui sera ainsi réalisé, mais nous croyons répondre réellement à un vœu formulé de divers côtés.

Nous voyons, en effet, dans cette proposition le seul moyen de remédier à une grande difficulté qui entrave la réglementation collective du travail. Des règlements, dont l'élaboration fut ardue, sont maintes fois compromis par le fait que la profession compte encore certains membres qui, dans un esprit d'égoïsme mesquin, se refusent à les appliquer et qui ainsi sont à même de faire à leurs compagnons de travail une concurrence considérée de plus en plus comme déloyale. Et vraiment le mot n'est pas trop fort : lorsque, grâce aux sacrifices de tous, une situation relativement bonne a pu être assurée à la plupart des collaborateurs d'une profession et que la paix professionnelle a pu être garantie, il ne convient pas que d'aucuns s'attachent, par un manque de solidarité, à exploiter à leur profit les sacrifices de tous et à les rendre inopérants.

Un tel manque de solidarité est considéré de plus en plus par les travailleurs d'une même branche comme une réelle atteinte au bien-être général et d'autres pays ont déjà légiféré dans le sens que nous proposons. L'Allemagne possède depuis longtemps cette législation et — à la grande satisfaction des intéressés — de nombreux contrats collectifs y ont été déclarés obligatoires pour tous les intéressés de la profession.

Le principe de la liberté individuelle peut être difficilement opposé à cette réglementation : la base de toute vie sociale est, en effet, une restriction de la liberté de l'individu par la solidarité nécessaire, et le respect absolu de la liberté individuelle ne peut avoir pour conséquence que d'autres se voient lésés dans leurs intérêts légitimes.

Nous croyons donc rendre, par notre proposition, un service réel à l'intérêt général. Nous laissons aux commissions mêmes le soin de juger si leur décisions doivent être déclarés obligatoires en général et à quelles décisions ce caractère obligatoire devra être reconnu.

Elles sont le mieux à même de juger de ce qui est nécessaire et opportun dans ce domaine et d'étendre et de renforcer ainsi graduellement, d'après les vœux des intéressés, la réglementation de la profession.

Nous croyons avoir souligné ainsi les grandes lignes du projet qui vous est soumis. En attendant une réglementation définitive du statut des associations professionnelles et du contrat collectif, nous estimons que notre projet pourra contribuer à favoriser la collaboration organisée entre patrons et ouvriers et pourra assurer de cette façon le développement ordonné de la vie professionnelle et, partant, de la paix sociale.

HENDRIK HEYMAN.

(4)
(N° 23)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 NOVEMBER 1925.

WETSONTWERP BETREFFENDE DE VERWERVING, DE HERKRIJGING EN HET VERLIES VAN DE NATIONALITEIT.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van de ontbinding van de Kamers is het wetsontwerp betreffende de verleening van sommige nieuwe termijnen voor de verwerving, de herkrijging en het verlies van de nationaliteit, vervallen.

Dit ontwerp werd den 15^e Juli 1924 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegd.

Onder verwijzing naar de beschouwingen vervat in de Memorie van Toelichting die U te dien tijde werd voorgelegd en waarvan de tekst hierbij gevoegd is, heeft de Regeering de eer U ter bespreking dit wetsontwerp aan te bieden dat voor doel heeft aan talrijke, dringende en rechtmatige belangen voldoening te schenken.

De Minister van Justitie,

PAUL TSCHOFFEN.

**Ontwerp van wet betreffende de verwerving, de herkrijging
en het verlies van de nationaliteit.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de talloze gevolgen van den oorlog behooren het ongemeen belang dat de vraagstukken betreffende de nationaliteit verkregen hebben, alsmede de buitengewone scherpte waarmede zij worden gesteld. Uit de oplossing daarvan toch vloeien, zoowel voor den Staat als voor de private personen, talrijke en verschillende plichten en rechten voort, die sedert den wapenstilstand nog aan waarde en belangrijkheid gewonnen hebben.

De nauwkeurige en zekere bepaling van het inboorlingschap van een persoon lijkt, op het eerste zicht, niet de ernstige bezwaren op te leveren welke er in werkelijkheid in menigvuldige gevallen aan verbonden zijn. Bij de bespreking van de wet van 1^{sten} Juli 1878 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, onder eene wetgeving die dan zooveel eenvoudiger was dan de tegenwoordige, werd door den heer Bara, Minister van Justitie, in zijn antwoord op eene vraag van den heer Volksvertegenwoordiger Visart, eraan herinnerd hoe bezwaarlijk het is dit lastig juridisch terrein in al zijne bijzonderheden te onderzoeken en te verkeunen.

« Niets, zoo zegde hij, is kiescher en moeilijker dan de uitlegging van de wetten betreffende het inboorlingschap. » Sedert dien tijd, eene halve eeuw bijna, hebben die woorden nog aan kracht en waarheid gewonnen. De vorming van nieuwe Staten, het terugnemen of de hervereeniging van eertijds gedesannexeerde of verbrokkelde gebieden, hebben aanleiding gegeven en geven nog dagelijks aanleiding tot zoo verschillende als ingewikkelde gevallen. Het nauwkeurig onderzoek en de oplossing daarvan vergen vanwege menige rechterlijke of bestuurlijke autoriteit een al te groot gedeelte van hare bedrijvigheid.

Het lijkt derhalve dringend noodig, voor zoover het mogelijk is, de oorzaken van betwisting te voorkomen en het aantal gevallen, waarin de nationaliteit twijfelachtig of onbepaald is, tot een minimum te herleiden.

Geleid door deze overweging en om te voldoen aan menigvuldige, dringende en rechtmatige verlangens, heeft de Regeering gemeend dat aan de Wetgevende Kamers een wetsontwerp diende voorgelegd waarbij sommige termijnen, die verstreken of bijna verstreken zijn, heropend of verlengd worden, ten einde de gelegenheid te geven den staat van Belg te verwerven, te herkrijgen of te verliezen, door middel van eene verklaring van inzicht.

Sedert het van kracht worden der wet van 15 Mei 1922 worden bij het meereendeel van dergelijke verklaringen waarborggen geëischt en dienen formaliteiten

vervuld, met het doel onwaardige of verdachte personen van het voordeel der wet uit te sluiten.

Wegens het breede en edelmoedig karakter van het hierbijgaand ontwerp, wordt deze procedure, als noodzakelijke verscherping, vereischt in ieder geval waarin zij wenschelijk lijkt. Zij is zelfs voorgeschreven voor sommige categorieën declaranten, wier oorspronkelijk recht werd geboren toen de wetgever nog niet de aanvaarding van de nationaliteitskeuze had ingesteld, b. v., de personen die verzuimd hebben van het bij het vroeger artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek gestelde voordeel te genieten.

Het eerste artikel handelt over personen in België geboren uit vreemde ouders of zelfs in het buitenland geboren uit ouders van wie één den staat van Belg heeft bezeten; zij moeten aan de bij artikel 7 van de wet van 15 Mei 1922 voorgeschreven voorwaarden voldoen, waarbij beoogd wordt te verhinderen dat de nieuwe Belg niet terzelfder tijd zijne oorspronkelijke nationaliteit behoudt.

Het in het laatste lid van het eerste artikel voorziene voorbehoud betreffende de deserteurs, de wederspannigen en de dienstweigeraars verantwoordt zich zelf; het is de herhaling van de « bijzondere beschikking » van de wet van 6 Augustus 1881.

De artikelen 2 en 3 zijn eene herhaling van de overgangsbepalingen IV en V van de wet van 15 Mei 1922.

Naar aanleiding van sommige verklaringen, waarbij hetzij de overgangsbepaling V, hetzij artikel 18, 3^o, tweede lid, der wet werd ingeroepen, is de vraag gerezen of de gehuwde vrouw die verlangt den staat van Belg te « behouden » of te « herkrijgen » gehouden is, ingeval haar nationaal statuut zulks vergt, van de toestemming van haar echtgenoot te doen blijken, om ten aanzien van de Belgische wet op eene geldige wijze de bij de vermelde artikelen voorziene nationaliteitskeuze te onderschrijven.

Wij hebben niet gearzeld die vraag ontkennend te beantwoorden, daarbij steunend op het inzicht van den wetgever om aan de vrouw van Belgischen oorsprong toe te laten, door de verwerping van de haar bij het huwelijk opgelegde nationaliteit, hare individualiteit te bevestigen door het stellen van eene daad van vrijmaking en ontvoogding die vaak met de voorkeur van haar echtgenoot in strijd is. Minister Vandervelde drukte zich ter Kamer in de zitting van 26 Juli 1921 als volgt uit : (*Handelingen der Kamer*, bladz. 2302, 1^o kolom) : « Wat mij betreft, ik ben er volstrekt op gesteld dat men zich aan de conclusies van de Commissie houdt. Ten aanzien van de individualiteit der vrouw acht ik het ten zeerste wenschelijk, dat zij hare nationaliteit behouden kan en het voorbeeld van hetgeen zich onder den oorlog heeft voorgedaan, is in dat opzicht zeer indrukwekkend. » En de heer Volksvertegenwoordiger Poulet (bladz. 2303, 1^o kolom) voegde erbij : « En aldus zal het laatste belang waar het hier om gaat, het belang van de persoonlijke vrijheid, gevrijwaard zijn ». Hier geldt het dus eene buitengewone omstandigheid waarin de wil der vrouw het grootste gevaar loopt — wij wijzen daarop uitdrukkelijk — in te druischen tegen de voorkeur en sympathieën van haar man, en om op het meerendeel der gevallen toepasselijk te zijn, diende

de wetsbepaling aan de gehuwde vrouw de gelegenheid te geven zonder bijstand en toestemming van haar man zelfstandig te handelen.

Het is in dien zin dus dat wij de eer hebben u artikel 3 voor te stellen. De bewoordingen van bedoeld artikel zijn algemeen en maken geen enkel onderscheid: hij is zoowel op de « weduwen » en op de « gescheiden vrouwen » van toepassing als op de « gehuwde vrouwen ». Acht men dat de « overgangsbepaling », waar zij van toepassing is op de weduwen en de gescheiden vrouwen, eene onnoodige herhaling is van de in artikel 19 vervatte « bestendige » beschikking, dan dient geantwoord dat hier eene tijdelijke dualiteit bestaat, eene gunst van den wetgever, die niet gewild heeft dat op een zelfde tijdstip, de weduwen en de gescheiden vrouwen, die door de ontbinding van haar huwelijk mogen beschouwd worden als nader bij haar oorspronkelijk statuut staande, in dat opzicht tegenover de gehuwde vrouwen in een minder gunstigen toestand zouden gesteld worden.

Artikel 4 handelt over de niet geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg, die bij toepassing van artikel 18 van de wet van 15 Mei 1922, vreemdeling geworden is. Zij worden in de gelegenheid gesteld den staat van Belg terug te bekomen, dien zij, « buiten hun wil », door toedoen van een ouder verloren hebben.

Artikel 5 is een soort toevoegsel aan artikel 3 der wet van 15 September 1919, betreffende het statuut van het grondgebied van Neutraal-Moresnet. Het is billijk de naturalisatie niet op te leggen, zelfs mits vrijstelling van het registratierecht, aan de personen geboren op het grondgebied van Neutraal-Moresnet, evenmin als aan de afstammelingen dezer personen, die aan zekere voorwaarden betreffende het verblijf in België voldoen. De machtiging vanwege de Koning, die hunne verklaring moet voorafgaan, wordt vereischt en derhalve is het verwerven van den staat van Belg slechts mogelijk aan de betrokken personen wier verleden onbepaald blijkt.

Bij artikel 6 wordt gelegenheid gegeven opnieuw gebruik te maken van een recht van afwijzing, dat het logisch en wenschelijk is toe te staan aan degenen die betreuren dat zij binnen den bepaalden termijn het gebruik van dit recht hebben verzuimd.

In artikel 7 wordt de overgangsbepaling III van de wet van 15 Mei 1922 overgenomen. Bedoeld artikel omvat bovendien de categorie personen die sedert het van kracht worden van voornoemde wet, dit is sedert 4 Juni 1922, de vervallenverklaring hebben opgelopen.

Artikel 8 herhaalt § 4 van de overgangsbepaling VI van laatstgemelde wet en verlengt den daarbij voorzienen termijn. Daarenboven wordt in bedoeld artikel eene rechtsvraag nader omschreven, die algemeen aangenomen wordt, maar die het, naar aanleiding van eenige concrete gevallen, wenschelijk is in een wettekst vast te leggen.

Bij de artikelen 9, 10 en 11 wordt de tekst der wet van 15 Mei 1922 aangevuld. Het is hunne bedoeling duidelijk te bepalen dat de Kolonie niet mag uitgesloten worden in de bij de artikelen 6, 8 en 22 der wet van 15 Mei 1922 voorziene gevallen.

Het is onbetwistbaar, dat in deze laatste wet het woord « Belg » alleen de Belgische burger uit het moederland bedoeld wordt, en, te recht, niet toepasselijk is op de Belgische « onderdanen » uit de Kolonie ; maar om alle betwisting te vermijden, lijkt het ons evenwel wenschelijk hier de beteekenis der uitdrukking nader te bepalen. Er kan natuurlijk geen spraak van zijn aan het kind, in de Kolonie geboren uit ouders die maar « Belgische onderdanen » waren, in hunne hoedanigheid van « Congoleesche onderdanen », het bij artikel 6 voorziene recht van nationaliteitskeuze te verleen.

Ten slotte, worden in het 12° en laatste artikel van het ontwerp de in het laatste lid van artikel 13 der wet van 8 Juni 1909 getroffen beschikkingen overgenomen.

Het betreft de voorwaarden waarin de registers, die de akten van keuze en van naturalisatie bevatten, moeten samengesteld en gehouden worden, alsmede de sancties die voor het verzuim dezer voorwaarden voorzien zijn. Hoewel deze registers gelijk dienen gesteld met de registers van den Burgerlijken Stand, is het toch wenschelijk dat, vooral met het oog op de in geval van tekortkoming te treffen maatregelen, deze gelijkstelling uit een formeelen tekst blijkt.

Zoo, Mijne Heeren, luidt de beteekenis van het ontwerp dat u ter behandeling voorgelegd wordt.

De Minister van Justicie,

F. MASSON.

Projet de loi concernant l'acquisition,
le recouvrement et la perte de la
nationalité.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les personnes, — nées en Belgique
de parents étrangers ou nées, même à
l'étranger, de parents dont l'un avait eu
la qualité de Belge, — qui auraient
omis de souscrire une déclaration devant
l'autorité compétente dans les délais
prévus par les diverses lois antérieures
sur l'indigénat ou qui auraient souscrit
une déclaration nulle ou insuffisante,
peuvent faire option pour la nationalité
belge, dans le délai de trois années à
compter du jour de la mise en vigueur
de la présente loi. Le déclarant doit
satisfaire aux conditions prescrites par
l'article 7 de la loi du 15 mai 1922 et
son option, pour produire son effet,
doit être agréée conformément aux
dispositions de l'article 10 de la dite loi.

Wetsontwerp betreffende de verwer-
ving, de herkrijging en het verlies
van de nationaliteit.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

ART. I.

De personen — in België geboren
uit vreemde ouders of, zelfs in het bui-
renland geboren uit ouders van wie één
den staat van Belg heeft bezeten, —
die zouden verzuimd hebben binnen
de bij de verschillende vroegere wetten
op het inboorlingschap voorziene ter-
mijnen, vóór de bevoegde overheid een
verklaring te onderschrijven, of die
een nietige of onvoldoende verklaring
zouden hebben onderschreven, kunnen
voor de Belgische nationaliteit opteeren
binnen den termijn van drie jaar te
rekenen van den dag waarop deze wet
in werking treedt. Hij, die de verklaring
atlegt, moet aan de bij artikel 7 van de
wet van 15 Mei 1922 voorgeschreven
voorwaarden voldoen en zijn keuze, om
haar uitwerking te hebben, moet worden
aanvaard overeenkomstig de beschik-
kingen van artikel 10 van bedoelde wet.

Le bénéfice du présent article sera refusé aux étrangers qui, étant soumis à des obligations de milice en Belgique, auront négligé de les remplir.

ARTICLE 2.

Les enfants et descendants de toute personne qui, ayant pu conserver la qualité de Belge aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'État civil du lieu de leur résidence habituelle que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle doit être faite dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et, pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

ART. 3.

Les femmes Belges d'origine, qui ont perdu la qualité de Belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari, sont admises, dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, à recouvrer la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

Het voordeel van dit artikel wordt onthouden aan de vreemdelingen die in België militieplichtig zijn en dien plicht hebben verzuimd.

ART. 2.

De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij, naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839, den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn woonplaats naar Belgie over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door vóór den ambtenaar van den Burgerlijken Stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring gelden de regelen van bekwaamheid en vorm, bepaald bij de artikelen 21 en 22 der wet van 15 Mei 1922.

Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, vanaf den dag hunner meerderjarigheid.

ART. 3.

De vrouwen van Belgische afkomst, die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van haar huwelijk met een vreemdeling of ten gevolge van het verkrijgen eener vreemde nationaliteit door hun man, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, de Belgische nationaliteit terugbekomen door een verklaring, af te leggen op de wijze, bepaald bij artikel 22 van de wet van 15 Mei 1922.

ART. 4.

Les personnes qui ont perdu la qualité de Belge, par application de l'article 18, 4°, de la loi du 15 mai 1922 et ont négligé de souscrire dans le délai prescrit la déclaration dont il s'agit à l'article 19, 2° alinéa, de la dite loi, pour recouvrer cette qualité, peuvent faire la dite déclaration dans les trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et moyennant l'accomplissement des conditions et formalités prévues au dit article 19.

ART. 5.

Les personnes nées dans le territoire dit de Moresnet-Neutre devenu la commune de La Calamine, ainsi que les descendants des personnes nées sur ce territoire, qui, antérieurement au 2 août 1914, se sont établis en Belgique et y résident encore au moment de la mise en vigueur de la présente loi, sont, dans le délai de trois ans à compter du jour de cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et à la condition que le réclamant déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année de la déclaration. Celle-ci se fait conformément aux articles 12 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

ART. 6.

Les ressortissants allemands âgés de 16 ans au moins, établis avant le

ART. 4.

De personen die, bij toepassing van artikel 48, 4°, der wet van 15 Mei 1922, den staat van Belg hebben verloren en verzuimd hebben binnen den voorgescreven termijn de bij artikel 19, 2° lid, van voormelde wet voorziene verklaring te onderschrijven om dezen staat terug te bekommen, kunnen binnen drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, en mits inachtneming van de bij genoemd artikel 19 vereischte voorwaarden en formaliteiten, bedoelde verklaring afleggen.

ART. 5.

De personen, geboren op het grondgebied genaamd Neutraal-Moresnet, dat de gemeente Kalmis geworden is, alsmede de afstammelingen van de op dit grondgebied geboren personen die zich vóór 2 Augustus 1924 in België gevestigd hebben en er nog verblijven op het oogenblik dat deze wet in werking treedt, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag van deze inwerkingtreding, zich aanmelden om den staat van Belg te verkrijgen mits machtiging vanwege den Koning en onder voorwaarde dat de verzoeker verklaart dat hij voornemens is zich metterwoon in België te vestigen en hij er zich inderdaad binnen het jaar der verklaring vestigt. Deze verklaring wordt afgelegd overeenkomstig de artikelen 21 en 22 van de wet van 15 Mei 1922.

ART. 6.

De Deutsche onderhoorigen, ten minste 16 jaar oud, vóór 1 Augustus

1^{er} août 1914 sur le territoire de Moresnet-Neutre et y résidant à la date du 1^{er} août 1919, qui sont devenus Belges de plein droit par application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1919, peuvent pendant un nouveau délai de deux années, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la qualité de Belge, sous les conditions et moyennant l'accomplissement des formalités prévues au dit article 3.

ART. 7.

Les personnes ayant la nationalité belge, faute d'avoir décliné celle-ci conformément aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, à celle du 26 mai 1914 et à l'article 5, 2^e alinéa, de la loi du 15 mai 1922, pourront, dans un délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère.

Cette déclaration est soumise aux règles de forme de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle peut aussi être faite devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger; elle peut l'être par procuration spéciale et authentique.

ART. 8.

Le délai de trois années prévu au § 4 de la disposition transitoire IV de la loi du 15 mai 1922 pour l'introduction de l'action en déchéance de la qualité de Belge, à charge du Belge par option ou

1914 op het grondgebied van Neutraal-Moresnet gevestigd en aldaar op 1 Augustus 1919 verblijvende, die van rechtswege Belg geworden zijn bij toepassing van het 2^o lid van artikel 3 der wet van 15 September 1919, kunnen, binnen een nieuwen termijn van twee jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van den staat van Belg afzien, onder de voorwaarden en mits inachtneming van de formaliteiten, voorzien bij bedoeld artikel 3.

ART. 7.

De personen, die de Belgische nationaliteit bezitten omdat zij deze niet hebben afgewezen overeenkomstig de artikelen 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, de wet van 26 Mei 1914 en artikel 5, 2^o lid, der wet van 15 Mei 1922, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van de Belgische nationaliteit afzien door te verklaren dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit terug te bekomen.

Voor deze verklaring gelden de vormvereischten gesteld bij artikel 22 der wet van 15 Mei 1922.

De verklaring kan ook afgelegd worden vóór de diplomatieke of consulaire ambtenaren van België in het buitenland; zij kan gedaan worden bij bijzondere en authentieke volmacht.

ART. 8.

De bij § 4 van de overgangsbepaling IV der wet van 15 Mei 1922 voorziene termijn van drie jaar voor het indienen van de rechtsvordering tot vervallenverklaring van den staat van Belg, ten laste van

par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre, est rouvert pour un nouveau terme de trois années, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Est Belge par option, l'étranger qui a marqué tacitement son choix en bénéficiant de l'article 7 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 9.

A l'article 6, 2°, de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « dans la Colonie ou », après ceux de : « L'enfant né ».

ART. 10.

A l'article 8 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de : « en Belgique », exprimés deux fois au 1° et une fois au 2° (2° alinéa) du dit article 6.

ART. 11.

A l'article 22 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de : « devant l'officier de l'état-civil du lieu de résidence en Belgique ».

ART. 12.

Les registres dans lesquels sont transcrits les actes d'option et ceux de naturalisation, — registres prévus aux articles 10, 17 et 22 de la loi du 15 mai

den Belg door keuze of door naturalisatie die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is, wordt heropend voor een nieuwen termijn van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt.

Is Belg door keuze, de vreemdeling die stilzwijgend van zijn voorkeur heeft doen blijken door het voordeel te genieten van de beschikkingen van artikel 7 der wet van 8 Juni 1909.

ART. 9.

In artikel 6, 2°, der wet van 15 Mei 1922, worden de woorden : « in de Kolonie of » ingevoegd na de woorden : « Het kind geboren ».

ART. 10.

In artikel 8 der wet van 15 Mei 1922 worden ingevoegd de woorden : « of in de Kolonie » na de woorden : « in België » die tweemaal in 1° en eenmaal in 2° (2° lid) van bedoeld artikel 6 voorkomen.

ART. 11.

In artikel 22 der wet van 15 Mei 1922 worden de woorden : « of in de Kolonie » ingevoegd na de woorden : « voor den ambtenaar van den Burgerlijken Stand der verblijfplaats in België ».

ART. 12.

Voor de registers, waarin de akten van keuze en die van naturalisatie overgeschreven worden — registers voorzien bij de artikelen 10, 17 en 22 der wet

1922, — sont soumis aux dispositions | van 15 Mei 1922 — gelden de bepalingen van de artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 du | gen van de artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek.
Code civil.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre | Gegeven te Brussel, den 20ⁿ November
1925. | 1925.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

PAUL TSCHOFFEN.

(10)

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

CHAMBRE
des Représentants.

**Wetsvoorstel op de gelijktallige
bedrijfscommissiën.**

**Projet de loi sur les commissions
professionnelles paritaires.**

Voorwaarden van oprichting, samenstelling en
bevoegdheid der gelijktallige commissiën.

Des conditions d'institution, de la composition
et de la compétence des commissions paritaires.

EERSTE ARTIKEL.

ARTICLE PREMIER.

De gelijktallige commissiën hebben
tot taak :

Les commissions paritaires ont pour
mission :

1^o Door overeenkomst onder de be-
langhebbenden, alle besluiten van gelijk
welken aard uit te werken met betrek-
king tot de arbeidsvoorwaarden in het
algemeen : bedrag der loonen, arbeids-
duur, rustpoozen, voorwaarden van
aanneming en afdanking, enz.;

1^o D'élaborer, par voie d'accord entre
les intéressés, toute résolution quel-
conque concernant les conditions du
travail en général : taux des salaires,
durée du travail, temps de repos, con-
ditions d'engagement et de renvoi, etc.

2^o De algemeene belangen van het
bedrijf te behartigen.

2^o De s'occuper des intérêts géné-
raux de la profession.

ART. 2.

ART. 2.

Gelijktallige commissiën kunnen
werkzaam zijn in alle bedrijfstakken
van nijverheid, handel en landbouw,
behalve in de openbare diensten en in
de overheidsbedrijven.

Les commissions paritaires peuvent
fonctionner dans toutes les branches de
l'industrie, du commerce et de l'agri-
culture, sauf dans les services publics
et dans les industries exploitées en
régie.

ART. 3.

ART. 3.

De gelijktallige commissiën zijn
samengesteld uit patroons en werklie-
den, uit patroons en bedienden, of uit
patroons, eenerzijds, en werklieden en
bedienden, anderzijds.

Les commissions paritaires sont com-
posées de patrons et d'ouvriers, de
patrons et d'employés, ou de patrons,
d'une part, et d'ouvriers et employés,
d'autre part.

ART. 4.

De gelijktallige commissiën worden, na raadpleging der belanghebbende groepeerings van patroons en werklieden (en/of bedienden), opgericht bij een Koninklijk besluit dat de omschrijving vaststelt, binnen dewelke zij hunne werkzaamheid uitoefenen.

Zoo een der geraadpleegde groepeerings een ongunstig advies uitbrengt, kan de commissie enkel na raadpleging van den Hoogen Arbeidsraad worden opgericht.

ART. 5.

De gelijktallige commissie bevat :

1° Ten minste acht leden, door den Minister van Nijverheid en Arbeid benoemd op voordracht der bij de oprichting der commissie geraadpleegde groepeerings; de helft der leden vertegenwoordigen de patroons, de andere helft de werklieden (en/of bedienden). Elk lid heeft een plaatsvervanger, benoemd op dezelfde wijze ;

2° Eenen voorzitter, door den Minister van Nijverheid en Arbeid gekozen buiten den betrokken bedrijfstak, na raadpleging der belanghebbende groepeerings;

3° Eenen secretaris, door den Minister van Nijverheid en Arbeid benoemd onder de ambtenaren van zijn Departement ;

4° Twee bijzitters, door den Minister van Nijverheid en Arbeid gekozen uit de op sociaal-economisch gebied bevoegde personen, na raadpleging der belanghebbende groepeerings.

ART. 4.

Les commissions paritaires sont instituées, après consultation des groupements intéressés de patrons et d'ouvriers (et/ou d'employés), par un arrêté royal qui délimite le ressort, dans lequel elles fonctionneront.

Si l'un des groupements consultés émet un avis défavorable, la commission ne pourra être instituée qu'après avis du Conseil supérieur du Travail.

ART. 5.

La commission paritaire comprend :

1° Huit membres au moins, nommés par le Ministre de l'Industrie et du Travail sur présentation des groupements consultés lors de l'institution de la commission, la moitié représentant les patrons, l'autre moitié représentant les ouvriers (et/ou les employés). Chaque membre a son suppléant nommé de la même façon ;

2° Un président désigné, après consultation des groupements intéressés, par le Ministre de l'Industrie et du Travail en dehors de la branche d'industrie, de commerce ou d'agriculture intéressée ;

3° Un secrétaire désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail parmi les fonctionnaires de son Département ;

4° Deux assesseurs choisis par le Ministre de l'Industrie et du Travail parmi les personnes compétentes en matière économique et sociale, après consultation des groupements intéressés.

ART. 6.

Wanneer ten minste een derde der leden van eene commissie daartoe den wensch uitdrukt, zal de secretaris der commissie een verslag uitbrengen over den toestand van den betrokken bedrijfstak.

ART. 7.

De onkosten, die voor de leden patroons en werklieden (en/of bedienden) voortspruiten uit het bijwonen van de vergaderingen der commissie, vallen ten laste van de groepeerings die zij vertegenwoordigen. Alle andere onkosten blijven ten laste van den Staat.

ART. 6.

Si le tiers au moins des membres d'une commission en fait la demande, le secrétaire de la commission présentera un rapport sur la situation de la branche d'industrie, de commerce ou d'agriculture intéressée.

ART. 7.

Les frais résultant pour les membres patrons, ouvriers (et/ou employés) de l'assistance aux réunions de la commission sont à charge des groupements qu'ils représentent. Tous les autres frais restent à charge de l'État.

HENDRIK HEYMAN.

H. MARCK.

H. VERGELS.

P. VAN SCHUYLENBERGH.

RENÉ DEBRUYNE.